

Répression contre le camp d'Été du Mouvement Bouddhiste de la Jeunesse à Hué

PARIS, le 21 juillet 2017 (VCHR - IBIB) – La police et les autorités locales de Hué ont harcelé, intimidé et intercepté les membres du Mouvement Bouddhiste de la Jeunesse (MBJ – *Gia Đình Phật tử Việt Nam*) alors qu'ils organisaient le Camp d'Été du mouvement à Hué. Cet incident intervient alors que le Vietnam se prépare à l'entrée en vigueur de sa toute première Loi sur les Croyances et la Religion qui met hors-la-loi les activités religieuses des groupes non-enregistrés comme le MBJ, qui est affilié à l'Église Bouddhique Unifiée du Vietnam (EBUV, Église historique et indépendante).

Sous l'empire de la nouvelle loi, la définition d'une organisation religieuse est « *un regroupement de croyants, de dignitaires, d'auxiliaires et de clercs, qui est organisé selon une structure donnée reconnue par l'État* » (nous soulignons) (article 2.12). Une fois que la loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2018, les organisations religieuses qui n'ont pas pu ou choisi de ne pas s'enregistrer auprès de l'État ne disposeront d'aucune garantie légale pour mener leurs activités religieuses.

Ces derniers mois, le gouvernement fait mettre les bouchées doubles pour organiser la mise en œuvre de sa loi. Le 8 mars 2017, le Premier ministre Nguyễn Xuân Phúc a ainsi pris une Décision 306/QĐ-TTg avec un « Plan pour l'Application de la Loi sur les Croyances et la Religion » appelant les agences gouvernementales à tous les niveaux d'« *établir une feuille de route pour garantir que la Loi sera appliquée d'une manière uniforme, complète et synchronisée à l'échelle nationale le 1^{er} janvier 2018* ».

Un plan complémentaire a été lancé par le Ministère de l'Intérieur le 29 mars. Ces plans seront supervisés par le Ministère de l'Intérieur en collaboration avec le Bureau Gouvernemental des Affaires Religieuses, le Cabinet du Premier ministre, le Département Central de la Mobilisation du Parti Communiste, le Front de la Patrie du Vietnam et les Ministères des Finances, de la Justice et de la Sécurité Publique. A côté de la formation et du déploiement des cadres religieux, ces plans en appellent à l'accroissement de la vigilance et des sanctions contre ceux qui « *violent les réglementations sur la religion et les croyances* ».

« La récente répression contre le Camp d'été du MBJ est un exemple typique de la politique religieuse à deux faces du Vietnam », a dit Võ Văn Ái, Président

du VCHR et porte-parole international d'EBUV. « **Alors que l'État prétend protéger la liberté de religion ou de croyance, il prend des mesures drastiques contre les activités d'un mouvement éducatif bouddhiste qui ne cherche qu'à transmettre des valeurs de tolérance, de compassion et de bonne entente aux jeunes générations** ». M. Ái a ajouté que les principes directeurs du MBJ sont inscrits dans sa devise « Bi - Trí - Dũng » (compassion, sagesse, courage).

Le 12 juillet 2017, le MBJ se préparait à tenir son camp « Hạnh - Hiếu » pour les 8-16 ans, à la Pagode Long Quang à Huế. Ce camp a lieu chaque année lors de la fête du Bodhisattva de la Compassion (Quán Thế Âm), pendant que les bonzes et nonnes sont en retraite d'été. Il s'agit de la réunion préférée des jeunes bouddhistes de l'EBUV qui viennent de toute la province et travaillent dur pour préparer les activités et les événements culturels du camp. Du fait de l'affiliation du MBJ à l'EBUV, ce camp fait fréquemment l'objet d'ingérence de la police. Cependant, cette année, les harcèlements sont particulièrement durs.

Le 10 juillet 2017, les chefs du MBJ **Lê Văn Khá** et **Lê Văn Thọ** de la section de Hoà Đa Tây ont été convoqué pour des « sessions de travail » (interrogatoire) par les autorités locales et soumis à des pressions pour qu'ils n'autorisent pas les plus jeunes membres à participer au camp à la Pagode Long Quang. Le jour suivant, pratiquement tous les dirigeants du MBJ de la province ont été pareillement convoqués par la police et les autorités locales (voir la reproduction d'une convocation délivrée à un des chefs du MBJ par le Comité populaire local pour « **des sessions de travail concernant l'organisation des festivités à propos du Bodhisattva de la Compassion Quán Thế Âm** » (sic)).

Durant la nuit du 11 au 12 juillet, la police a encerclé les maisons de **Văn Đình Tất**, chef du MBJ du district de Quảng Điền, et de **Trương Phiên**, chef du camp Hiếu Hạnh, et leur ont interdit de quitter leur domicile. Dans de nombreuses localités, la police s'est rendue chez les membres du MBJ pour menacer les parents afin qu'ils ne laissent pas leurs enfants participer au camp.

Le matin du 12 juillet, les dirigeants du MBJ **Ngô Đức Tiến, Nguyễn Văn Đê** (du district de Phú Vang), **Hoàng Tánh, Văn Đình Tất** (district de Điền), **Lê Thị Kim Thông** (district de Phong Điền), **Nguyễn Văn Lành** et **Tôn Thất Kỳ Nam** (district de Phú Lộc) ont été interceptés par les policiers et interdit de prendre part à l'événement.

Dans les districts de **Nước Ngọt** et de **Hải Nhuận**, alors que les enfants allaient embarquer dans les bus affrété pour les emmener à Huế, la police a arrêté le véhicule, empêché les enfants de monter à bord et forcé les chauffeurs à rebrousser chemin.

Aux premières heures du 12 juillet, face à ces harcèlements arbitraires de la part des autorités locales, les parents et les proches des jeunes membres du MBJ ont mis en place un système de transport improvisé à base de vélos, de motocyclettes et de voitures privées pour amener les enfants au camp. Vers 8h30 du matin, le 12 juillet, quand le Camp a été déclaré ouvert, 453 jeunes membres du Mouvement Bouddhiste de la Jeunesse étaient présents pour l'événement.

Le Mouvement Bouddhiste de la Jeunesse (*Gia Đình Phật Tử Việt Nam*), est une organisation éducative non-officielle inspirée du mouvement Scout. Fondé en 1943 et affilié à l'EBUV, il compte environ 300.000 membres dans tout le Vietnam.